



CHAPITRE 41

Loi modifiant la Loi des marchés agricoles

[Sanctionnée le 5 juillet 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

S.R., c.
120, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120) est modifié en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe *f*, après la lettre *g*, ce qui suit « y compris, dans les cas déterminés par les règlements adoptés par la Régie, une personne qui n'est pas un producteur ou une association de producteurs mais qui participe à la production d'un tel produit pour le compte d'autrui ».

Id., a. 12,
mod.

2. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 44, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, les mots et numéro « prévus à l'article 29*a* » par les mots « que cet office a le droit d'exercer ».

Id., a. 25,
mod.

3. L'article 25 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin du deuxième alinéa, après le mot « referendum », les mots « y compris la date à laquelle le producteur doit posséder ces qualités et remplir ces conditions ».

Id., a.
26*a*, remp.

4. L'article 26*a* de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 44, est remplacé par le suivant :

CHAPTER 41

An Act to amend the Agricultural Marketing Act

[Assented to 5th July 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

R.S., c.
120, s. 1,
am.

1. Section 1 of the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120) is amended by inserting after the letter *g* in the third line of paragraph *f* the following: “, including, in the cases determined by the regulations of the Board, a person who is not a producer or an association of producers but who participates in the production of such a product on behalf of another”.

Id., s. 12,
am.

2. Section 12 of the said act, amended by section 3 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 44, is again amended by replacing the words and number “provided in section 29*a*” at the end of the second paragraph by the words “which such board is entitled to exercise”.

Id., s. 25,
am.

3. Section 25 of the said act is amended by adding after the word “referendum” in the last line of the second paragraph the words “, including the date on which the producer must possess such qualifications and fulfil such conditions”.

Id., s. 26*a*,
replaced.

4. Section 26*a* of the said act, enacted by section 6 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 44, is replaced by the following:

Cotisation non exigible lorsque l'exécution d'un plan est confiée à un syndicat, etc.

« **26a.** Nonobstant toute loi et tout règlement à ce contraire, lorsque l'exécution d'un plan est confiée à un syndicat professionnel ou à une union ou fédération de syndicats professionnels, aucun producteur lié par ce plan et membre d'un tel syndicat ou d'un syndicat faisant partie d'une telle union ou fédération, n'est tenu de verser la cotisation exigible des membres de ce syndicat pour toute année au cours de laquelle des contributions ou perceptions spéciales visées au paragraphe *h* de l'article 21 doivent être retenues à même les sommes qui reviennent à ce producteur et remises à ce syndicat, à cette union ou fédération, en vertu d'un règlement, d'une convention homologuée ou d'une sentence arbitrale, par quiconque est engagé dans la mise en marché d'un produit commercialisé. ».

S.R., c. 120, a. 27, mod.

5. L'article 27 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin du deuxième alinéa, après le mot « producteurs » ce qui suit « ou de conciliation ou d'arbitrage, en vertu de la présente loi ».

Id., a. 30, mod.

6. L'article 30 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre premières lignes par ce qui suit :

« **30.** Il est interdit à quiconque n'est pas un producteur ».

S.R., c. 120, a. 31, mod. Proviso.

7. L'article 31 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin, ce qui suit :

« La Régie peut néanmoins, aux conditions qu'elle détermine, assujettir ces ventes à toute disposition qu'elle indique d'un plan, d'une convention qu'elle a homologuée ou d'une décision arbitrale rendue en vertu de l'article 28, s'il lui est démontré que ces ventes portent une atteinte sérieuse à l'exécution efficace de ce plan, de cette convention ou de cette décision. ».

S.R., c. 120, a. 35, remp.

8. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Droit de vote.

« **35.** Tous les producteurs inscrits ont le droit d'être convoqués à l'assemblée générale et d'y voter; toutefois, si des délégués ont été élus en conformité de l'article 34, seuls ces derniers ont le droit de vote. ».

“**26a.** Notwithstanding any law or regulation to the contrary, when the carrying out of a plan is entrusted to a professional syndicate or to a union or federation of professional syndicates, no producer bound by such plan who is a member of such a syndicate or of a syndicate forming part of such a union or federation shall be required to pay the assessment payable by members of such syndicate for any year in which special contributions or collections contemplated in paragraph *h* of section 21 must be withheld out of the amounts payable to such producer and remitted to such syndicate, union or federation, by virtue of a regulation, a confirmed agreement or an arbitration award, by any person engaged in the marketing of a marketed product.”.

No assessment exigible when carrying out of plan is entrusted to a syndicate, etc.

5. Section 27 of the said act is amended by adding after the word “producers” at the end of the second paragraph the following: “or of conciliation or arbitration, under this act”.

R.S., c. 120, s. 27, am.

6. Section 30 of the said act is amended by replacing the first four lines by the following:

Id., s. 30, am.

“**30.** It is forbidden for anyone who is not a producer”.

7. Section 31 of the said act is amended by adding at the end the following:

R.S., c. 120, s. 31, am. Proviso.

“The Board may nevertheless, on such conditions as it determines, subject such sales to any provision that it indicates of a plan, an agreement which it has confirmed or an arbitration decision rendered under section 28, if it is shown to the Board that such sales seriously impair the effective carrying out of such plan, agreement or decision.”.

8. Section 35 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 120, s. 35, replaced.

“**35.** All the registered producers shall be entitled to receive notice of general meetings and to vote thereat; but if delegates have been elected in conformity with section 34, they alone shall have the right to vote.”.

Right to vote.

Un seul vote.

Procurator
prohibée.

Élection
d'admini-
strateurs, etc.
dans le cas
d'une as-
sociation
de pro-
ducteurs.

Assemblée
générale
annuelle.

S.R., c.
120, a. 36,
remp.

Avis de
convoca-
tion d'as-
semblée
générale.

S.R., c.
120, a. 37,
mod.

Assemblée
générale.

S.R., c.
120, a. 44,
mod.

Régula-
tion.

Chaque producteur ou délégué n'a droit qu'à un vote.

Ce vote ne peut être donné par procurator, cependant une corporation ou une société peut se faire représenter et voter par un délégué.

Néanmoins, si l'exécution du plan est confiée à une association de producteurs visée à l'article 22, l'élection des administrateurs et la nomination du vérificateur se font selon les règlements de cette association et seuls peuvent alors voter pour cette élection et cette nomination de même que sur toute autre matière qui ne relève pas de l'exécution du plan conjoint, les producteurs à qui ces règlements confèrent ce droit.

Dans le cas de l'alinéa précédent, l'assemblée générale annuelle de l'association tenue selon les exigences du présent article tient lieu de l'assemblée générale de l'office prévue à l'article 33. ».

9. L'article 36 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **36.** La convocation de l'assemblée générale est adressée, par lettre affranchie, à chaque producteur inscrit au moins quinze jours avant la date de la réunion. Elle indique le lieu, la date et l'heure de l'assemblée ainsi que toute proposition visée aux articles 38, 41, 46 et 47. Une copie de l'avis de convocation et des comptes qui doivent être soumis à l'assemblée doit être transmise à la Régie dans le même délai de quinze jours. ».

10. L'article 37 de ladite loi est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par le suivant :

« **37.** Sous réserve de l'article 35, l'assemblée générale est légalement constituée des producteurs ou délégués présents et les décisions sont prises à la majorité des voix. ».

11. L'article 44 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois premières lignes par ce qui suit :

« **44.** La Régie peut, en outre des autres pouvoirs de réglementation qui

Each producer or delegate shall have one vote only.

Such vote cannot be given by proxy, but a corporation or partnership may be represented and vote by a delegate.

Nevertheless, if the carrying out of the plan is entrusted to an association of producers contemplated in section 22, the directors shall be elected and the auditor appointed in accordance with the by-laws of such association and then only the producers upon whom such by-laws confer such right may vote for such election and appointment and on any other matter not arising out of the carrying out of the joint plan.

In the case of the preceding paragraph, the annual general meeting of the association held in accordance with the requirements of this section shall replace the general meeting of the board contemplated in section 33. ».

9. Section 36 of the said act is replaced by the following :

« **36.** The notice calling the general meeting shall be sent by post-paid letter to each registered producer at least fifteen days before the day of the meeting. It shall state the place, day and time of the meeting as well as all proposals contemplated in sections 38, 41, 46 and 47. A copy of the notice calling the meeting and of the accounts to be submitted to the meeting shall be transmitted to the Board within the same delay of fifteen days. ».

10. Section 37 of the said act is amended by replacing the first two paragraphs by the following :

« **37.** Subject to section 35, the general meeting shall be legally constituted by the producers or delegates present and decisions shall be taken by majority vote. ».

11. Section 44 of the said act is amended by replacing the first two lines by the following :

« **44.** In addition to the other regulatory powers assigned to it by this

One vote only.

Proxy for-
bidden.

Election
of di-
rectors,
etc. in the
case of an
association
of
producers.

Annual
general
meeting.

R.S., c.
120, s. 36,
replaced.

Notice
calling
general
meeting.

R.S., c.
120, s. 37,
am.

General
meeting.

R.S., c.
120, s. 44,
am.

Regula-
tions.

lui sont conférés par la présente loi, adopter des règlements conciliables avec la présente loi, pour ».

act, the Board may make regulations consistent with this act to”.

S.R., c.
120, a.
44a, mod.

12. L'article 44a de ladite loi, édicté par l'article 13 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 44, est modifié:

a) en remplaçant, dans les trois premières lignes du paragraphe a, les mots « obliger l'acheteur d'un produit commercialisé à retenir sur les sommes qu'il doit » par les mots « obliger l'acheteur d'un produit commercialisé ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit à retenir sur les sommes qui doivent être payées ou versées »;

b) en ajoutant à la fin du paragraphe b, après le mot « commercialisé », les mots « ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit »;

c) en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe c, après le mot « commercialisé », les mots « ou une association de producteurs engagée dans la mise en marché d'un tel produit ».

12. Section 44a of the said act, enacted by section 13 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 44, is amended:

(a) by replacing the words “compel the purchaser of a marketed product to withhold out of the sums which he owes” in the first three lines of paragraph a by the words “compel the purchaser of a marketed product or an association of producers engaged in the marketing of such a product to withhold out of the sums which must be paid”;

(b) by adding after the word “product” at the end of paragraph b the words “or an association of producers engaged in the marketing of such a product”;

(c) by inserting after the word “product” in the second line of paragraph c the words “or an association of producers engaged in the marketing of such a product”.

Id., c. 49,
mod.

13. L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 44, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième avant-dernière ligne, le chiffre « 100 » par le chiffre « 500 »;

b) en remplaçant, dans la troisième avant-dernière ligne, le chiffre « 500 » par le chiffre « 2000 ».

13. Section 49 of the said act, amended by section 16 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 44, is again amended:

(a) by replacing the figure “100” in the eighth line by the figure “500”;

(b) by replacing the figure “500” in the ninth line by the figure “2000”.

Id., a. 50,
mod.

14. L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 17 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 44, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

14. Section 50 of the said act, amended by section 17 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 44, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

Infraction et
peine.

« **50.** Toute personne qui, contrairement à la loi, à un plan conjoint, à un règlement, une convention homologuée par la Régie ou une décision arbitrale rendue en vertu de l'article 28, refuse ou néglige de retenir pour un office de producteurs ou de lui remettre les contributions ou perceptions spéciales des producteurs soumis au plan, ou toute personne qui achète à un prix inférieur au prix minimum prescrit un produit agricole régi par un

“**50.** Any person who, contrary to law, a joint plan, a regulation, an agreement confirmed by the Board or an arbitration decision rendered under section 28, refuses or neglects to withhold for a producers' board or to remit to it the special contributions or collections of the producers subject to the plan, or any person who buys, for a price less than the prescribed minimum price, any farm product governed by a joint plan, shall

Offence
and
penalty.

plan conjoint, est passible en sus de la peine édictée par l'article 49 et des frais d'une amende égale, selon le cas, à la somme qu'il a ainsi refusé ou négligé de retenir ou de remettre ou à la différence entre le prix payé, ou convenu, et le prix minimum prescrit. »;

b) en insérant, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, après le mot « respectives », les mots « ou, s'il s'agit de contributions ou perceptions spéciales, elle les remet à l'office de producteurs à qui elles appartiennent ».

Modifications
auto-
risées.

15. La Régie des marchés agricoles du Québec peut, dans tous les cas où les contributions ou perceptions spéciales indiquées dans un plan conjoint au sens de la Loi des marchés agricoles, une convention qu'elle a homologuée ou une décision arbitrale rendue en vertu de l'article 28 de ladite loi, qui est en vigueur à la date de la sanction de la présente loi, varient suivant qu'un producteur est membre ou non d'une association de producteurs chargée d'appliquer ce plan, modifier ce plan conjoint, cette convention ou cette décision pour rendre applicable au producteur qui est membre de cette association le montant des contributions ou perceptions spéciales exigibles d'un producteur qui ne l'est pas, sans que soit requis le referendum visé au sixième alinéa de l'article 26.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

be liable, in addition to the penalty enacted by section 49 and the costs, to a fine equal to the sum that he has so refused or neglected to withhold or remit, or to the difference between the price paid or agreed upon and the prescribed minimum price, as the case may be.";

(b) by inserting after the word "losses" in the sixth line of the second paragraph the words "or, in the case of special contributions or collections, it shall remit them to the producers' board to which they belong".

15. The Québec Agricultural Marketing Board, whenever the special contributions or collections mentioned in a joint plan within the meaning of the Agricultural Marketing Act, an agreement which it has confirmed or an arbitration decision rendered under section 28 of the said act, which is in force on the date of the sanction of this act, varies according as a producer is or is not a member of an association of producers entrusted with the carrying out of such plan, may amend such joint plan, agreement or decision to render applicable to the producer who is a member of such association the amount of the special contributions or collections payable by a producer who is not such a member, without its being necessary to hold the referendum contemplated in the sixth paragraph of section 26.

Amend-
ments au-
thorized.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.